

La CGT 64 défend les services publics et appelle à la grève le 12 septembre

SYNDICAT La coordination départementale des services publics 64 de la CGT appelle à faire grève et à manifester, mardi 12 septembre prochain, lors de la grande journée de mobilisation contre la loi Travail. Le syndicat entend défendre les agents territoriaux des Pyrénées-Atlantiques. L'organisation proteste, entre autres, contre la fin de la hausse uniforme du point d'indice, qui serait « le début de la casse du statut », selon Ludovic Lousteau, animateur à la vie syndicale. Le syndicat s'insurge également contre la suppression de 70 000 postes dans les collectivités locales en cinq ans, ou encore contre la suppression de la taxe d'habitation. Depuis hier, le syndicat communique abondamment, notamment à travers un « tractage massif » et un affichage public. Le rendez-vous de la manifestation du 12 septembre est fixé à 10 h 30, place de Verdun, à Pau.

Les territoriaux CGT mobilisés



Les agents territoriaux CGT se préparent à manifester le 12 septembre. © J.-M. FAURE

Les agents de la fonction publique territoriale CGT manifesteront mardi prochain contre la loi travail.

Ce mardi, les responsables du syndicat CGT des fonctionnaires territoriaux de Pau et de l'agglomération paloise ont indiqué, au nom de la coordination départementale des territoriaux, qu'ils sont mobilisés en prévision de la journée du 12 septembre.

Ce jour-là, la CGT, rejointe par la FSU, organise une journée interprofessionnelle de grève et de manifestations contre la loi travail et la mise en œuvre des ordonnances voulues par le président Macron et son gouvernement.

Les territoriaux se joindront aux défilés organisés à Bayonne et Pau (rassemble-

ment à 10 h 30, sur la place de Verdun).

Les fonctionnaires territoriaux déplorent, en ce qui les concerne, le retour du gel de leur point d'indice ainsi que celui du jour de carence en cas de maladie, la réforme (en route) de leur régime indemnitaire et le projet de dissociation des trois fonctions publiques.

Ils ont commencé dès lundi à afficher dans l'agglomération paloise des appels à manifester. Concernant leurs revendications spécifiques à Pau et dans l'agglomération, ils pointent les économies de 2 % de frais de fonctionnement imposées par François Bayrou dans tous les services. La polycompétence que ces efforts impliquent nuirait, selon eux, à la bonne qualité du service public qu'ils assurent.

J.-M.F. | jm.faure@pyrenees.com